

# MAIRIE DE MÉDIÈRE

40 Route de Montbéliard  
25250 MÉDIÈRE

## Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle

### PHASE ACT

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

Mission	Pièce N°	Indice
MOE	3	0
N°Affaire	Emetteur	Echelle
2024-C36	BDP	Sans
FICHIER	ACT-18-07-2025-Ind0.msa	
MODIFICATIONS		
Indice	Date	Libellé
0	18/07/2025	Version initiale

#### MAITRE D'OEUVRE



**BDP SAS**  
118 Route d'Audincourt  
25200 MONTBELIARD  
Tél : 03.81.91.81.37  
[bureau.du.paysage@orange.fr](mailto:bureau.du.paysage@orange.fr)

Rédigé par :

E. TOURNIER

Le :

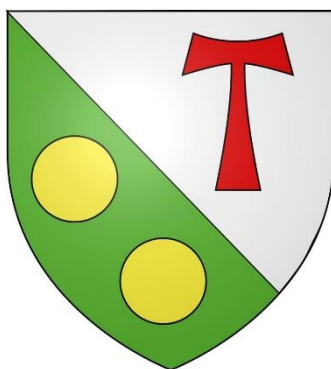
18/07/2025

Vérifié et validé par :

P. TOURNIER

Le :

18/07/2025



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle**

---

**MAIRIE DE MÉDIÈRE**  
40 Route de Montbéliard  
25250 MÉDIÈRE

# SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales du contrat</u> .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
<u>2 - Pièces contractuelles</u> .....	4
<u>3 – Intervenants</u> .....	4
3.1 - Maîtrise d'ouvrage.....	4
3.2 - Maîtrise d'oeuvre.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
<u>4 - Durée et délais d'exécution</u> .....	5
4.1 - Délais d'exécution des prestations.....	5
<u>5 - Prix</u> .....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
<u>6 - Garanties Financières</u> .....	6
<u>7 - Avance</u> .....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
<u>8 - Modalités de règlement des comptes</u> .....	7
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement.....	8
8.4 - Paiement des cotraitants.....	8
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
<u>9 - Conditions d'exécution des prestations</u> .....	9
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	9
9.2 - Implantation des ouvrages .....	9
9.3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, aériens et subaquatiques.....	9
9.4 - Préparation et coordination des travaux.....	9
9.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	9
9.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	10
9.4.3 - Registre de chantier .....	10
9.5 - Etudes d'exécution .....	10
9.6 - Installation et organisation du chantier.....	10
9.6.1 - Installation de chantier.....	10
9.6.2 - Signalisation de chantier .....	10
9.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	11
9.7.1 - Gestion des déchets de chantier .....	11
9.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	11
9.7.3 - Documents à fournir après exécution .....	11

9.8 - Réception des travaux .....	11
9.8.1 - Dispositions applicables à la réception .....	11
9.8.2 - Réception partielle .....	11
9.8.3 - Epreuves concluantes .....	11
<u>10 - Garantie des prestations</u> .....	11
<u>11 - Pénalités</u> .....	12
11.1 - Pénalités de retard .....	12
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
11.3 - Autres pénalités spécifiques .....	12
<u>12 - Assurances</u> .....	12
<u>13 - Clause de réexamen</u> .....	12
<u>14 - Résiliation du contrat</u> .....	13
14.1 - Conditions de résiliation .....	13
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	14
<u>15 - Règlement des litiges et langues</u> .....	14
<u>16 - Dérogations</u> .....	14

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :  
**Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle**

Lieu(x) d'exécution : **Rue du Crepenot - 25250 MÉDIÈRE**

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Le marché n'est pas décomposé en lots.

Le marché n'est pas décomposé en tranches de travaux.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) / Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

## **3 – Intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**MAIRIE DE MÉDIÈRE**

40 Route de Montbéliard

25250 MÉDIÈRE

Tél : 03.81.92.81.70 - [mairie.mediere@orange.fr](mailto:mairie.mediere@orange.fr)

### **3.2 - Maîtrise d'oeuvre**

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

**BDP SAS**

118 Route d'Audincourt

25200 MONTBELIARD

Tél : 03.81.91.81.37 - [bureau.du.paysage@orange.fr](mailto:bureau.du.paysage@orange.fr)

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Le marché ne prévoit pas de mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Délais d'exécution des prestations**

Le délai prévisionnel d'exécution et la date de commencement des travaux sont indiqués au paragraphe 5 de l'Acte d'Engagement.

La notification du marché vaut démarrage de la période de préparation.

L'exécution des travaux débutera à compter de la date fixée par l'ordre de service de commencement des travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	30 mm par jour	1 jour(s)
Gel	-5°C à 8h00	1 jour(s)
Neige	10cm à 8h	1 jour(s)
Vent	60 km/h pendant +2h	1 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de la Ville la plus proche.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisés **mensuellement** par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (15.0\% + 85.0\% (EV3(n) / EV3(o)))$$

selon les dispositions suivantes :

-P(n) est le prix révisé

-P(o) est le prix initial

-Index (n) : dernière valeur de l'index de référence connue à la date de révision.

-Index (o) : dernière valeur de l'index de référence connue le mois zéro.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La valeur de l'index (n) retenu pour le calcul de chaque révision périodique est la dernière valeur définitive connue. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est :

**Index EV3 « Travaux de création d'espaces verts - Base 2010 »**

Le Titulaire fournira toute explication relative à la mise en œuvre de la formule de révision de prix et à la valeur des indices utilisés, conformément à la formule de révision prévue au marché.

A chaque date anniversaire, des modalités identiques seront utilisées, les prix du bordereau des prix unitaires initial restant les prix de base pour application de la révision.

En cas de disparition de l'index avant le début ou en cours d'exécution du présent marché, il sera procédé à son remplacement par application de l'index correspondant ultérieurement paru.

Dans l'hypothèse où l'index serait supprimé définitivement avec un indice de substitution, le titulaire utilisera l'indice de substitution et en informera le pouvoir adjudicateur. A défaut d'indice de substitution clairement désigné ou d'indice qui s'impose sans équivoque, le choix d'un indice équivalent interviendra dans le cadre d'une modification du marché.

En cas de modification du marché, la formule de révision décrite ci-dessus s'appliquera aux prix du mois M0 correspondant au mois de signature de la modification par le titulaire du marché.

## **6 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue sera restituée (ou la caution libérée) à l'expiration du délai de garantie dont la durée est fixée à l'art. 44.1 du C.C.A.G et dans les conditions prévues audit article.

## **7 - Avance**

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 90%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix afférents au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale;



### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

## **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

### **9.3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, aériens et subaquatiques**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'oeuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

### **9.4 - Préparation et coordination des travaux**

#### **9.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

La durée de la période de préparation est fixée au paragraphe 5 de l'Acte d'Engagement.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

#### **9.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le marché ne prévoit pas de mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Le Maître de l'Ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en oeuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### **9.4.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'oeuvre.

### **9.5 - Etudes d'exécution**

Conformément à l'article 29 du C.C.A.G travaux, l'Entrepreneur établira les études d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires à la bonne exécution des travaux.

**Il réalisera les études et les plans d'exécution détaillés tel que décrit dans le CCTP/BPU.**

Il soumettra ces documents (2 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique dwg ou msa) au visa du Maître d'œuvre qui renverra ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après leur réception.

### **9.6 - Installation et organisation du chantier**

#### **9.6.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

#### **9.6.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.7.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.7.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires et par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, une pénalité égale à **100,00 €** par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **9.8 - Réception des travaux**

### **9.8.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **9.8.2 - Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

### **9.8.3 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **10 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux, la garantie de parfait achèvement sera prolongée automatiquement si les travaux nécessaires à la levée des réserves, que celles-ci aient été émises à la réception ou ultérieurement, n'ont pas été réalisés dans le délai d'un an.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes : garantie de reprise des végétaux de 1 an à compter du constat de plantation.

## **11 - Pénalités**

### **11.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **150,00 €**.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **11.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **11.3 - Autres pénalités spécifiques**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **100,00 €** par absence.

## **12 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **13 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Une augmentation importante supérieure à 20% du coût d'achat de certains matériaux ou fournitures,
- Des difficultés d'approvisionnement en certains matériaux ou fournitures avec des délais de livraisons après commande remettant en cause le respect du délai d'exécution.

La demande de réexamen portera uniquement sur les modifications suivantes :

- Modification technique : substitution ou remplacement de matériaux,
- Modification de délais d'exécution ou de phasage des travaux,
- Modification financière par une évolution des prix du marché.

La demande de réexamen décrira précisément le processus de mise en oeuvre des évolutions techniques ou financières proposées sous forme d'un mémoire justifiant la hausse des prix ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du contrat.

## **14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Dérogations**

- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG – Travaux

**Signature du candidat**

A .....

*Porter la mention manuscrite*

Le .....

*Lu et approuvé*